

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Carrières, Matériaux, Déchets
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

AUXERRE, le 8/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND SENONAI

21 boulevard du 14 juillet - BP 552
89105 SENS CEDEX

Références : 220815
Code AIOT : 0005401201

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2022 dans l'établissement COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND SENONAI implanté à SENS (89100). Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection, objet de ce présent rapport, rentre dans le plan de contrôle annuel de l'Inspection des Installations Classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND SENONAI
- 89100 SENS
- Code AIOT : 0005401201
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

Le site est un incinérateur d'ordures ménagères.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- les risques accidentels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Suites 2021 – dispositif de dosage	Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article annexe I	/	Sans objet
4	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 11.4	/	Sans objet
7	Consignes générales de sécurité	Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 28	/	Sans objet
12	Accès pompiers	Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 29	/	Sans objet
13	Stockage de palettes à l'extérieur	Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 7	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites 2021 – travaux désenfumage	Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 29	/	Sans objet
3	Suites 2021 – stock de mâchefers	Arrêté Préfectoral du 18/10/2012, article 9	/	Sans objet
5	Surveillance	Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 25	/	Sans objet
6	Utilités	Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 27	/	Sans objet
8	Matériel de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 28	/	Sans objet
9	Délimitation des zones de sécurité	Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 29	/	Sans objet
10	Délimitation des zones ATEX	Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 30	/	Sans objet
11	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 31	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite d'inspection, 1 observation et 5 non-conformités ont été relevées. Elles concernent : l'entretien du bassin de confinement et les organes associés, l'absence d'exercice incendie, l'entretien d'un rideau d'eau, l'obstruction d'un accès pompier et la présence d'un stockage de palettes non prévus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites 2021 – travaux désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Zones de risques incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le désenfumage des locaux doit pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvrages ne doit pas être inférieure au 1/100 de la superficie de ces locaux.
Constats : Constats 2021 : « L'Inspection des installations classées demande à ce que la date des travaux soit fournie ainsi que les justificatifs de réalisation des travaux dès achèvement de ceux-ci ». L'exploitant confirme avoir fait installer deux trappes de désenfumage par la société Desautel les 20 et 21 janvier 2022. Le PV de la réception des travaux a été consulté lors de l'inspection, il est daté du 25 janvier 2022. Il confirme la mise en place de deux ouvrants, correctement situés et bien dimensionnés. → Demande soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suites 2021 – dispositif de dosage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Valeurs limites et surveillance des rejets dans l'air – four incinération : Autres métaux lourds : 0,5 mg/Nm ³ Dioxines et furannes : 0,1 ng/Nm ³
Constats : Constats 2021 : « L'Inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui fournir la date des travaux ainsi que les justificatifs d'installation dès que ceux-ci seront réalisés ». L'exploitant confirme avoir mis en place un dispositif de dosage de réactif par Véolia en interne. Cette intervention est confirmée par la visite du constructeur pour sa mise en route. Or, le compte-rendu d'intervention consultée sur le site, le jour de l'inspection, stipule que des capteurs sont HS, un autre n'est pas raccordé et n'a donc pas pu être testé et que « le moteur est HS ». Aucune recommandation ou travail à prévoir n'est précisé. → Demande de compléments n° 1 : l'exploitant devra justifier de la mise en route effective et du bon fonctionnement de ce nouveau dispositif.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suites 2021 – Stock de mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2012, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des mâchefers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les mâchefers en attente d'évacuation vers un site de valorisation ou vers un site de mise en dépôt doivent être stockés temporairement sous abri sur une aire étanche, constituée de matériaux résistants pour permettre la circulation des engins de reprise. (...) Les mâchefers produits sont stockés sur l'aire de maturation par lots périodiques correspondant à trois mois maximum de production.
Constats : Constats 2021 : « L'Inspection des installations classées demande à l'exploitant sous quel délai le « surstock » sera résorbé et dans quelle mesure une réflexion globale au niveau du groupe Véolia sur la filière de valorisation des mâchefers pourrait permettre d'éviter qu'une telle situation se reproduise ». Le surstock constaté lors de la précédente inspection a été évacué le 22 novembre 2022. Depuis, l'exploitant a passé un contrat avec la société ABC environnement à Saint Julien du Sault qui traite sur site et utilise ces mâchefers pour réaliser sa plateforme. Les mâchefers sont ainsi évacués toutes les 6 à 8 semaines. Ce contrat est valable jusqu'à la fin de l'année 2023. Une nouvelle solution pérenne devra alors être trouvée par l'exploitant dès 2024. → demande de complément soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 11.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Un équipement doit permettre le confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales. Le volume de ce bassin doit être au moins égal à 240 m ³ . Le volume de cet équipement peut être assuré par un dispositif d'isolement en aval du bassin d'orage. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce dispositif doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : L'exploitant dispose d'un bassin dont le volume utile est de 241 m ³ . Ce bassin récupère les eaux pluviales après leur passage dans un séparateur à hydrocarbures. Sa vanne d'isolement est donc en permanence ouverte pour permettre à ces eaux leur ruissellement vers le milieu naturel. Cette vanne est régulièrement testée par l'exploitant. D'après l'exploitant, le nettoyage de ce bassin n'a pas été réalisé depuis 2020. Le dernier contrôle d'étanchéité a été fait en 2018 par la société Ginger CEBTP. Aucune remarque n'a été formulée sur le compte-rendu d'intervention. → Non-conformité n° 1 : le bassin doit être régulièrement nettoyé afin que le volume utile disponible reste toujours adapté aux besoins du site en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales liées à la sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Une surveillance doit être assurée en période d'inactivité de l'unité. Le personnel de surveillance doit connaître les installations et les risques encourus. Il doit avoir reçu à cet effet une formation particulière. Il doit être équipé de moyens de communication pour diffuser l'alerte.
Constats : L'activité du site ne s'arrête jamais. Une équipe est sur place la nuit et les week-ends pour le bon fonctionnement de l'usine. Toutefois, une détection incendie sur le four est télésurveillée et testée. En cas de détection, la société de télésurveillance est prévenue et alerte les agents présents sur site. Un appel au directeur du site est aussi prévu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Utilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations, ainsi qu'au maintien des installations concourant au respect des normes de rejet.</p> <p>Constats : En cas de perte d'électricité sur le site, l'exploitant dispose d'un groupe électrogène qui prend le relais et peut alimenter toute l'usine en fonctionnement. Une réserve de fioul est disponible en permanence sur le site, permettant au groupe de fonctionner plusieurs heures sans difficulté.</p> <p>Le démarrage du groupe est testé tous les mois. Le cahier de suivi a été consulté pendant la visite et l'Inspection remarque que ces tests sont même plus rapprochés.</p> <p>Si jamais le groupe ne fonctionne pas, sans électricité, l'usine se met automatiquement en sécurité. Ainsi, le four s'arrête, l'alimentation en eau de la chaudière continue...</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Consignes générales de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 28
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Des consignes écrites doivent être établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, l'évacuation du personnel et l'appel aux moyens de secours extérieurs.</p> <p>Constats : Un mode opératoire référencé «MOP_S_SENS_028 » est consacré à la gestion d'un incendie. On y retrouve la désignation des équipiers de première et seconde intervention, la gestion de la télésurveillance, les consignes générales en cas d'incendie important ainsi que des logigrammes pour aiguiller la gestion de crise en fonction de plusieurs scénarii et les numéros de secours. Des plans du site et des zones à risques sont annexés au document.</p> <p>Ce mode opératoire est disponible en salle de contrôle et dans une boîte disposée dans l'entrée dite « rapid'secours ». Dans cette boîte, on trouve aussi un gilet bleu pour le serre-file qui fera l'accueil aux pompiers, des plans et les numéros de secours.</p> <p>D'ailleurs dans le plan général du site, le point de rassemblement n'y est pas indiqué.</p> <p>→ Non-conformité n° 2 : le plan de rassemblement doit apparaître sur tous les plans du site. → Non-conformité n° 3 : aucun exercice d'évacuation ou de mise en oeuvre du mode opératoire « gestion d'un incendie » n'est réalisé par l'exploitant pour préparer son personnel à une éventuelle gestion de crise.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Matériel de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 28
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 250 m² de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt...), - d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques, - d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55B près des installations de liquides et gaz inflammables. <p>Les extincteurs doivent être placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances.</p> <ul style="list-style-type: none"> - de poteaux d'incendie normalisés, (minimum 1 à l'entrée de l'usine), d'un débit unitaire de 60 m³/h minimum, sous une pression de 1 bar, en fonctionnement simultané, sur une durée de 2 heures minimum ou équivalent (réserve de 120 m³ minimum par point). <p>Constats : L'exploitant dispose de 44 extincteurs sur site (eau, poudre, CO₂) et 4 RIA. Leur dernière vérification date du 30 décembre 2021 par Desautel.</p> <p>L'exploitant a installé deux canons à eau au-dessus de la fosse. Ils sont testés toutes les semaines en interne et l'installateur fait une vérification complète tous les semestres. Le dernier de ces contrôles date du 29 septembre 2022.</p> <p>Un poteau incendie est aussi à proximité du site au bord de la route adjacente.</p> <p>Une réserve d'eau complémentaire de 77 m³ a aussi été installée en 2016. Elle est reliée à une motopompe et est dimensionnée pour apporter l'eau nécessaire à un incendie sur le site pendant 2 heures.</p> <p>Un rideau d'eau est aussi disponible pour éviter les effets dominos entre la fosse et la trémie. Son déclenchement est asservi à la détection incendie et peut aussi être actionné manuellement. Ce rideau d'eau ne fait l'objet d'aucun test périodique de fonctionnement.</p> <p>→ Observation n° 1 : le rideau d'eau doit être testé régulièrement et maintenu en état de marche.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Délimitation des zones de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Zones de risques incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit déterminer sous sa responsabilité les zones de risque incendie de l'établissement. Il doit tenir à jour et à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées, un plan de ces zones. Ces zones de sécurité doivent comprendre pour le moins les zones de risques incendie, explosion ou toxique. Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de sécurité est considéré dans son ensemble comme zone de sécurité. La nature exacte du risque (incendie, atmosphère explosive, toxique, etc...) et les consignes à observer doivent être indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a exposé deux plans du site : un présentant les zones à risques incendie et un autre présentant les zones à risques sensibles (pollution, silos...). Ces plans sont toujours accompagnés d'une légende claire et lisible et chaque zone est reliée au risque associé. Certaines zones sont identifiées sur le site. Par exemple, on peut retrouver les zones à risques d'espace confiné, les zones à risques de projection d'eau bouillante, les zones à risques électriques...
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet


N° 10 : Délimitation des zones ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 30
Thème(s) : Risques accidentels, Zones de risques d'atmosphères explosives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les zones de risque explosion comprennent les zones où un risque d'atmosphère explosive peut apparaître soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Les installations comprises dans ces zones doivent être conçues ou situées de façon à limiter les risques d'explosion et à en limiter les effets, en particulier de façon à éviter les projections de matériaux ou objets divers à l'extérieur de l'établissement. Constats : Sur ce site, il n'y a pas de zone ATEX identifié par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 31
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit veiller à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.
Constats : Un plan de formation est suivi par la société Veolia. La traçabilité est faite via un tableau reprenant chaque salarié, chaque formation réglementaire et leur fréquence de recyclage. Pour un meilleur suivi, un indicateur de couleur a été mis en place : vert (la formation a été réalisée), orange (formation à prévoir le 1er semestre 2023), rouge (formation en retard / à faire rapidement). Tous les ans, la totalité du personnel suit une formation donnée par la société Chubb sur le risque incendie. Celle de 2022 est prévue le 25 novembre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Accès pompiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Accès secours extérieurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, doivent être en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables) pour les moyens d'intervention.
Constats : Le site dispose de 2 accès. Un de ses accès (à l'arrière du site, à la limite de propriété avec la déchetterie voisine) est complètement obstruée avec plusieurs big bags de déchets en attente d'évacuation. 
→ non-conformité n° 4 : L'exploitant devra dégager son accès afin qu'il soit en permanence accessible aux services de secours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Stockage de palettes à l'extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2005, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité aux plans et données techniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les installations de l'établissement doivent être disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans le dossier, (...).
Constats : Lors de la visite sur le terrain, un stockage d'environ 130 palettes vides a été constaté à la limite de propriété. Ce stockage n'est pas prévu par le dossier initial de l'exploitant. → Non-conformité n° 5 : l'exploitant devra évacuer ce stockage de palettes qui n'a jamais été pris en compte dans les données initiales de modélisation des risques du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet